

3. Comment choisit-on les membres de ce Centre?
4. Qui est le chef ou le directeur du Centre?

**L'hon. Jean-Pierre Goyer (solliciteur général):** 1. Au 1<sup>er</sup> avril 1972, le personnel du Centre de planification et de recherches sur la sécurité du ministère du solliciteur général était composé des personnes suivantes: P. Banning, H. Black, R. Bourne, B. Cantin, L. Cloutier, W. Dabros, R. Gaudet, S. Hoffman, L. Paquette, P. Wallace.

2. Telles qu'elles étaient énoncées à la Chambre des communes le 21 septembre 1971, les fonctions du Centre de planification et de recherches sur la sécurité sont les suivantes: a) étudier la nature, l'origine et les causes des actes subversifs et révolutionnaires, ses objets et techniques aussi bien que les mesures nécessaires pour protéger les Canadiens contre les menaces de l'intérieur; b) compiler et analyser les renseignements recueillis sur les groupes subversifs et révolutionnaires et leurs activités, estimer la nature et l'étendue des dangers qui, de l'intérieur, menacent les Canadiens et planifier les mesures pour faire face à ces dangers; c) conseiller le solliciteur général en la matière.

3. Par détachement de fonctionnaires et au moyen d'un concours de la Commission de la Fonction publique.
4. R. Bourne.

#### LES PRÊTS DE LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

Question n° 482—**M. Thomson:**

Quel est, par province, le pourcentage des prêts de la Société du crédit agricole qui accusait un arriéré en 1969, 1970 et 1971?

**M. Marcel Lessard (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture):** La Société du crédit agricole fait savoir qu'à la fin des années financières mentionnées, le montant suivant, exprimé en pourcentage du montant échu pendant l'année, restait en arriéré:

	1969-1970 p. 100	1970-1971 p. 100	1971-1972 p. 100
Colombie-Britannique	15.5	15.3	14.9
Alberta	19.3	22.0	21.0
Saskatchewan	11.6	18.9	21.1
Manitoba	14.0	22.3	24.7
Ontario	7.8	7.8	7.0
Québec	3.8	4.1	4.5
Nouveau-Brunswick	4.9	4.7	6.2
Nouvelle-Écosse	10.2	7.9	7.5
Île-du-Prince-Édouard	11.3	11.6	14.3
Terre-Neuve	7.8	11.3	13.9

\* \* \*

#### QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

##### LE PROGRAMME D'INITIATIVES LOCALES

Question n° 256—**M. Laprise:**

1. Quels projets ont été approuvés, en vertu du programme d'initiatives locales, dans la circonscription électorale d'Abitibi et en quoi consiste chacun de ces projets?

2. Quels sont les projets de la circonscription électorale d'Abitibi qui ont été rejetés et pour quel motif précis chacun d'entre eux a-t-il été rejeté?

(Le document est déposé.)

#### LES RECHERCHES RELATIVES À LA CONSTRUCTION D'UN PIPE-LINE DEPUIS L'ARCTIQUE

Question n° 315—**M. Robinson:**

1. A quelles recherches sur l'Arctique le gouvernement participe-t-il actuellement?

2. A ce jour, le résultat des recherches porte-t-il à croire qu'il serait possible de construire un pipe-line reliant l'Arctique au Sud?

3. Dans quelle mesure le pergélisol constitue-t-il toujours un problème, les recherches indiquent-elles une solution à ce problème et, dans l'affirmative, laquelle?

4. D'après les recherches, dans quelle mesure l'installation d'un pipe-line endommagerait-elle irrémédiablement l'environnement et la faune?

(Le document est déposé.)

#### LES STATIONS AGRONOMIQUES—LES APPELS D'OFFRES POUR LA FOURNITURE D'ENGRAIS CHIMIQUES

Question n° 378—**M. Beaudoin:**

1. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1970, les stations agronomiques du Canada (fermes expérimentales) ont-elles lancé des appels d'offres pour la fourniture d'engrais chimiques et, dans l'affirmative, combien?

2. Pour chaque appel d'offre, a) quels sont les nom et adresse de chaque soumissionnaire, b) à combien s'élevaient les soumissions respectivement, c) quel est le nom de l'adjudicataire et pourquoi le contrat lui a-t-il été adjugé?

(Le document est déposé.)

**M. Erik Nielsen (Yukon):** Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Le 8 mars, j'ai fait inscrire au *Feuilleton* la question n° 293 qui demande un renseignement très simple au solliciteur général au sujet de l'établissement d'un comité de planification du centenaire de la Gendarmerie royale du Canada, notamment les noms et adresses de ses membres. La question étant aussi simple, la réponse ne devrait sûrement pas se faire attendre près de deux mois.

**M. Cullen:** Comme le député regardait le solliciteur général plutôt que l'Orateur, j'ai l'impression qu'on y répondra bientôt.

#### MOTION D'AJOURNEMENT AUX TERMES DE L'ARTICLE 26 DU RÈGLEMENT

##### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

#### LES RÉPERCUSSIONS DU PROGRAMME AMÉRICAIN DISC SUR L'INDUSTRIE CANADIENNE DE L'AUTOMOBILE ET L'ÉCONOMIE CANADIENNE EN GÉNÉRAL

**M. Mac T. McCutcheon (Lambton-Kent):** Monsieur l'Orateur, je propose, aux termes de l'article 26 du Règlement, l'ajournement de la Chambre, afin de discuter une affaire déterminée et importante dont l'étude s'impose d'urgence. Cette affaire a trait aux nouvelles voulant que les fabricants américains d'automobiles et de pièces automobiles aient recours au programme DISC pour exporter des voitures et des pièces détachées sur le marché canadien, contrairement à l'accord canado-américain sur l'automobile et au préjudice de la fabrication de ces articles au Canada; elle a trait aussi au fait que le gouvernement en tant que source première de renseignements et responsable au premier chef n'a pas daigné dire aux députés et aux Canadiens si ces nouvelles étaient fondées et aux